

La Vie Internationale

La Crise économique et la Paix

11 Juin
69

11 Juin 1949

On ne sait toujours pas pourquoi Staline a envoyé Vichinsky à Paris. Le scénario de la conférence ne diffère pas des précédents. L'ambiance est plus cordiale, mais les résultats aussi négatifs. Vichinsky pendant deux heures démolit point par point une modeste suggestion d'Atcheson et le lendemain expose aussi longuement une thèse soviétique diamétralement opposées aux vues occidentales. Les trois alliés lèvent les bras au ciel et on passe à la question suivante. Tel est le marathon de la patience diplomatique auquel participe le novice Atcheson. Jusques à quand ? Cependant qu'on n'espère plus grand chose du débat, M. Schumann bien placé pour en juger, nous promet que d'ici quelques semaines l'atmosphère s'éclaircira. Nous regrettons de le dire, mais nous ne le croyons pas...

Le point de la Conférence.

Où en est-on ? Sur l'unification de l'Allemagne pas d'accord possible. Au milieu de la discussion les Soviétiques ont convoqué à Leipzig un congrès du peuple allemand composé du dernier carré des dirigeants de la S.E.D. Ils devaient se mêler à l'Assemblée de Bonn, remettre la constitution en délibération, mais les alliés et les délégués les ont éconduits sans délai. On ne parlera plus d'unité allemande. Un changement d'attitude des Russes est à noter sur ce point. Nous l'avions déjà indiqué lors des élections manquées. Tout comme les Alliés, les Soviétiques préfèrent le partage de l'Allemagne, ils sentent le danger qu'il y aurait à soulever le rideau de fer. Déjà à Leipzig les adversaires de l'U.R.S.S. font preuve d'une audace digne de la résistance berlinoise. Si la liaison avec l'Ouest était rétablie, une Révolte ouverte serait possible qui pourrait conduire à la guerre. L'Allemagne restera coupée en deux; nous n'en avons jamais douté.

Berlin.

On s'est donc rabattu sur le problème de Berlin. Les Russes veulent bien qu'on élise une administration municipale à condition d'avoir le droit de veto sur toutes ses décisions. Les Alliés entendent remettre le gouvernement de Berlin aux berlinois. Ils l'ont promis et ne peuvent revenir là-dessus. Mais cela équivaldrait pour les Russes à abandonner Berlin. Ce qui est impossible.

Alors et le blocus ? Car le blocus de Berlin continue, le ravitaillement aérien n'a pas cessé ne s'est même pas ralenti. La grève des cheminots paralyse le trafic ferroviaire. Non seulement les Russes ne font rien pour y mettre fin, mais ils ne veulent pas diriger leurs propres trains en secteur occidental à quoi consentaient les grévistes.

Enfin le transport par camions est si hérissé de formalités et d'aléas qu'ils n'osent circuler. En dernière heure on va rédiger à Paris — si on y parvient — des instructions aux quatre commandants militaires pour qu'ils s'entendent sur le rétablissement des transports.

La faute des Américains fut, avant d'accepter la Conférence de Paris, de ne pas s'assurer de la levée effective du blocus et exigé des garanties pour qu'il ne puisse être rétabli.

A l'O.E.C.E.C.

Nous sommes entrés depuis quelques semaines, après le brusque retournement de la conjoncture en janvier, dans une période où les problèmes économiques l'emportent sur les problèmes politiques.

La situation devient sérieuse. Les bourses de tous les pays fléchissent, les prix mondiaux baissent sans arrêt. Les ventes des pays débiteurs deviennent plus difficiles aux Etats-Unis, saturés de produits. D'autres débouchés se ferment à l'exportation; récemment l'Afrique du Sud n'étant pas autorisée à majorer le prix de son or a réduit de façon draconienne ses importations en provenance de l'Angleterre. Celle-ci dont l'avenir est en jeu se défend âprement.

A la Conférence des pays bénéficiaires du plan Marshall qui se tient à Paris les Américains appuyés par les Belges ont proposé un système de paiement qui permettrait aux pays endettés comme la France de recevoir des marchandises de leurs créanciers en premier lieu l'Angleterre et la Belgique. Jusqu'ici les Etats-Unis fournissaient en dollars la contrepartie des livres et des francs belges. Mais le système fonctionnait mal pour de multiples raisons. Les marchandises cédées par l'Angleterre selon ce procédé l'étaient au prix fort. Les Américains proposent un pool en dollars. Le débiteur l'utiliserait au profit du pays qui lui ferait le meilleur marché. Le but est d'obliger les pays européens à abaisser leurs prix de revient pour leur permettre d'exporter. Mais les Anglais y voient une pression pour les obliger à dévaluer la livre.

A Blackpool.

Le Congrès du Parti Travailleur est particulièrement houleux. Les élections approchent et au moment où les exportations britanniques fléchissent, où malgré l'apparition du chômage, les syndicats en révolte contre leurs dirigeants font des grèves successives. La crise qui s'accroît ne vas pas faciliter la convalescence du monde et de l'autre côté du rideau de fer pour d'autres raisons, les choses se présentent pour le moins aussi mal...

La paix sociale et internationale n'y gagnera pas.

CRITON.